



## PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAUBRIANT- ANCENIS  
Pôle Service aux Usagers et des Elections  
14, rue des Vauzelles - BP 199 - 44146 CHATEAUBRIANT Cedex  
Affaire suivie par Mme Véronique GUILLET  
Tél : 02 40 81 50 16  
Mèl : sp-saint-nazaire-associations@loire-atlantique.gouv.fr

Le numéro W443005234  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W443005234

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **14 janvier 2017**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

#### JARDINS FAMILIAUX PORNIC COTE DE JADE

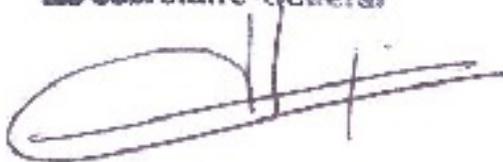
dont le siège social est situé : Pôle Social  
1 bis rue Jean Sarment  
44210 Pornic

Décision prise le : **12 décembre 2016**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Châteaubriant, le 16 janvier 2017

Le Sous-Préfet,

Pour le Sous-Préfet  
Le Secrétaire-Général  
  
Jérôme HUGAIN

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.